

**DE L'USAGE DES STATISTIQUES
EN HISTOIRE POLITIQUE
SOCIOLOGIE DU GROUPE IPAS À L'ASSEMBLÉE
NATIONALE EN 1958**

Gilles Richard

*(IEP de Rennes, Centre de recherche sur l'action politique en Europe
(CRAPE), UMR-CNRS 6051)*

Fondé en 1948, le Centre national des indépendants et paysans atteignit, avec plus de 3 millions de suffrages recueillis en métropole, son apogée électoral à l'occasion du scrutin législatif de novembre 1958. Fort de 119 membres, le groupe des indépendants et paysans d'action sociale (IPAS), présidé par Antoine Pinay avant qu'il ne redevînt ministre et cédât la place à Henry Bergasse, représentait la deuxième formation à l'Assemblée nationale, loin derrière l'UNR et loin devant tous les autres groupes. Sans développer ici l'histoire des indépendants ni celle de l'année 1958, je m'attacherai à esquisser une sociologie du grand parti modéré qu'était alors le CNIP. Cela à travers deux séries de statistiques présentées dans les deux tableaux ci-joints¹, et autour de deux questions simples – au moins en apparence : comment ces statistiques ont-elles été fabriquées ? Comment peut-on les interpréter ?

I. Les professions exercées par les députés IPAS élus en 1958

La question de l'établissement des statistiques électorales, entendues au sens large, est beaucoup moins anodine qu'il n'y paraît au premier abord.

¹ Le premier tableau est tiré de ma thèse de doctorat d'État *Le Centre national des indépendants et paysans (1948-1962, ou l'échec de l'union des droites françaises dans le parti des modérés*, IEP de Paris, 1998, publiée à Villeneuve d'Ascq, aux Presses universitaires du Septentrion (Thèse à la carte, puis ANRT), p. 620-621 ; le second tableau se trouve dans l'ouvrage collectif *L'établissement de la V^e République. Le référendum de septembre et les élections législatives de novembre 1958*, Paris, Armand Colin (Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques, n° 109, série « Partis et élections »), 1960, p. 158.

Le premier tableau (document 1) porte sur les professions des candidats – des hommes, sans exception – investis par le CNIP¹. Tous les intitulés de professions indiqués entre parenthèses sont ceux que les candidats déclarèrent officiellement². Ma tâche a consisté à les regrouper selon une tripartition classique – classes dirigeantes, classes moyennes, classes populaires – bien que fortement déséquilibrée (2 ouvriers sur 490), et en distinguant au sein des classes moyennes trois sous-ensembles pour faire mieux ressortir la place des professions libérales et celle des paysans. Le poids considérable des classes dirigeantes – milieux d'affaires et hauts fonctionnaires, avant tout – est évident. Encore faut-il dire qu'il est très probablement minoré par rapport à la réalité. En effet, les professions déclarées par les candidats ne disent pas forcément tout de leur situation sociale, et la connaissance précise de certains parcours individuels permet d'apporter des corrections ou de faire des suppositions crédibles. Le cas de l'ancien ministre et député sortant de Seine-Maritime André Bettencourt, facile à décrypter, n'est pas, de ce fait, le plus emblématique des problèmes posés aux historiens : il se déclarait « sans profession » alors qu'il était directeur de journaux et l'époux de Liliane Schueller, fille du fondateur de L'Oréal. Plus intéressant est le cas de Robert Parenty, un des cadres les plus actifs du Centre dans la région parisienne et candidat (non élu) en « banlieue rouge » : il se disait « employé de banque » alors qu'il était petit-fils de général, fils du directeur général des titres de la Banque de France dans les années trente, et qu'il travaillait depuis 1950 à la Caisse nationale des marchés de l'État où il finit inspecteur général. Plus largement, toute une partie – mais je ne peux encore à ce jour la chiffrer précisément – des individus rangés dans les classes moyennes étaient en réalité membres des classes dirigeantes. Ainsi, Paul Reynaud se déclarait-il « avocat » mais était aussi ancien président du conseil et héritier d'une famille de Barcelonnette enrichie au Mexique³ ; Edmond Barrachin, « publiciste » mais aussi parlementaire influent depuis 1936, quand il était devenu directeur du bureau politique du PSF et, à ce titre,

¹ Les 119 élus présentaient le même profil sociologique, à 1 ou 2 % près, que l'ensemble des candidats.

² Les résultats détaillés des élections législatives de 1958 ont été publiés, circonscription par circonscription, à La Documentation française en 1960. Ces résultats fournissent aussi la profession des candidats, leurs mandats éventuels (maire, conseiller général, etc.) et, moins régulièrement, leur étiquette politique.

³ Thibault Tellier, *Paul Reynaud. Un indépendant en politique, 1878-1966*, Paris, Fayard (Pour une histoire du XX^e siècle), 2005.

responsable des élections dans le parti de François de La Rocque ; Robert de Grandmaison, « propriétaire foncier viticulteur » mais aussi grande figure de l'aristocratie angevine, à la fortune assez considérable¹.

Face à ces candidats du CNIP au profil sociologique très particulier, l'électorat indépendant apparaissait bien différent, si l'on en croit le sondage réalisé à la sortie des urnes (document 2). Quel institut de sondages le réalisa et dans quelles conditions techniques fut-il réalisé ? Rien n'en est dit dans l'ouvrage de référence sur les élections législatives de 1958 qui le cite et le commente. Quelques indices permettent toutefois d'affirmer que l'échantillon n'était pas pleinement représentatif de la population française de l'époque. Ainsi les 10 % seulement de paysans parmi les personnes interrogées, quand le secteur primaire comptait encore 21 % de la population active au recensement de 1962. Je note aussi que la catégorie « rentiers et retraités » aurait mérité des explications précises quant à sa construction par l'institut de sondages, et qu'il n'y avait pas de catégorie « chefs d'entreprises » prévue dans le questionnaire.

La mise en relation de ces deux séries de statistiques – professions des candidats indépendants ; sociologie des électeurs modérés – provoque, disons-le, un certain désarroi. Si l'on considère que le travail des historiens consiste d'abord à établir les faits, force est de constater que cette tâche, en histoire politique, même récente, est ardue. Les recensements, les sondages, les déclarations des candidats, même les résultats électoraux sont autant de sources qui semblent évidentes à rassembler et à commenter, et qui, pourtant, causent bien des tracasseries aux historiens. Pour m'en tenir à mon sujet, il faut dire que le portrait sociologique du CNIP reste encore aujourd'hui difficile à établir. Il demeure flou sur bien des points. Ses adhérents ? Le fichier des abonnés de *France indépendante*² a disparu dans les

¹ Moins considérable cependant que celle de Geoffroy de Montalembert, parlementaire depuis 1936, gaulliste après la guerre, qui se déclarait « agriculteur » et dont la richesse était impressionnante, venue à la fois de sa propre famille et de son mariage avec une des filles de François de Wendel. Lire David Bellamy, *Geoffroy de Montalembert (1898-1993). Un aristocrate en politique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes (Histoire), 2006.

² L'hebdomadaire créé par Roger Duchet en 1950. Il servit jusqu'en 1961 (année de l'éviction du fondateur du Centre) d'organe de liaison entre Paris, les centres départementaux et les notables modérés plus ou moins isolés. Le fichier des abonnés du journal a fait office de fichier national des adhérents jusqu'à la réforme des statuts de juin 1962.

déménagements successifs du parti depuis la fin des années quatre-vingt. Ses parlementaires ? Bien que placés par les statuts au cœur du parti, et malgré les enquêtes biographiques déjà menées¹, il reste des zones d'ombre. Ses électeurs ? Les sondages, déjà nombreux sous la IV^e République même si on les utilisait autrement qu'aujourd'hui, sont loin d'être précis, et les monographies départementales, *a fortiori* cantonales, très peu nombreuses alors qu'elles seules permettent des analyses approfondies et fiables². Le CNIP ne fut pourtant pas le moindre des partis politiques d'alors. On doit donc reconnaître le caractère fragile et fragmentaire des matériaux sur lesquels les historiens du politique réfléchissent et à partir desquels ils élaborent des interprétations – leur seconde fonction.

Faut-il alors renoncer, devant tant d'imprécisions et de manques, à toute tentative d'interprétation ? Je ne le crois pas. La mise en relation des deux documents de départ, même en tenant compte d'une marge d'erreur substantielle quant aux pourcentages que le second contient, donne en effet à voir une série de contradictions si saisissantes que l'on peut raisonnablement penser que des calculs plus précis à l'avenir ne les réduiront pas à néant.

II. Le CNIP, un modèle sociologique de grand parti libéral modéré ?

Trois sont particulièrement remarquables. Le CNIP, dont le « P » signifiait « paysans », fut en 1958 le parti qui obtint le plus de suffrages dans les villes moyennes et grandes – à Paris notamment ; il trouva aussi ses voix bien davantage chez les femmes que chez les hommes alors qu'il ne présenta aucune candidate ; son électorat comportait enfin un gros quart d'ouvriers alors que 0,4 % seulement des candidats – et aucun élu – relevaient de cette catégorie socioprofessionnelle. Ces trois constats additionnés suffiraient peut-être à décourager par avance toute tentative de compréhension des phénomènes politiques à la lumière des phénomènes sociaux. À eux

¹ Voir le *Dictionnaire des parlementaires : notices biographiques sur les parlementaires français de 1940 à 1958*, Paris, La Documentation française. Pour le moment, 5 volumes sont parus, entre 1988 et 2005, de la lettre A jusqu'à la lettre O.

² Sur l'intérêt des analyses au niveau des cantons, voir le colloque organisé par le CERHIO (Université de Rennes-2-Haute-Bretagne), les 21-23 septembre 2006 : « Le canton. Un territoire dans la France contemporaine (1790-2006) », sous la direction de Yann Lagadec, Jean Le Bihan et Jean-François Tanguy. Actes à paraître aux Presses universitaires de Rennes en 2007.

seuls, ils discréditent en tout cas définitivement le « sociologisme » mécaniste de tous les tenants, conscients ou inconscients, d'un certain marxisme vulgarisé par les partis staliniens au XX^e siècle¹. Mais ils n'effacent pas pour autant la question de fond posée à l'histoire politique : comment rendre compte des phénomènes électoraux, de nature fort complexe, éphémères et imprévisibles, au moins en apparence, et en même temps source principale de légitimité dans l'exercice du pouvoir pendant plusieurs années ?

Le cas précis du CNIP en 1958 pose précisément dans toute son ampleur la question des classes dirigeantes. Le Centre fut, sous la IV^e République finissante, le lieu principal où elles s'organisèrent collectivement pour élaborer un projet politique global et le mettre en œuvre dans la durée. Milieux d'affaires – ceux, par exemple, rassemblés par Antoine Pinay en 1956 pour soutenir le lancement du *Temps de Paris* ; hauts fonctionnaires – Valéry Giscard d'Estaing fut le premier « énarque » qui devint parlementaire² puis ministre ; hommes des médias – Roger Duchet excella à nouer des relations étroites avec les grands journalistes d'alors³, bien au-delà du cercle de ceux qui travaillaient dans le groupe de presse de Jean Prouvost, très proche du Centre national ; nombreux notables « de province » – grand rôle des conseillers généraux dans la structuration des centres départementaux, et forte présence des indépendants et paysans au Sénat où ils dépassèrent les radicaux (groupe de la Gauche démocratique) à l'occasion du renouvellement de mai 1952. Autant de catégories différentes mais associées dans le Centre national, et désireuses d'imposer sur le long terme leur vision du monde. Le grand nombre de femmes et d'ouvriers accordant leurs suffrages à des hommes et à des patrons n'était donc une contradiction qu'en apparence. L'histoire économique, sociale et culturelle montre en effet aux historiens du politique l'importance de la richesse, le poids des inégalités, les fondements des « hiérarchies acceptées » – pour plagier

¹ Tous les chercheurs se réclamant ouvertement du marxisme ne furent cependant pas des adeptes de ce sociologisme mécaniste. Lire par exemple Guy Michelat et Michel Simon, *Classe, religion et comportement politique*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1977.

² Plus jeune député du groupe IPAS en janvier 1956, il fut élu, à 30 ans à peine, dans le Puy-de-Dôme où il succéda à son grand-père maternel, Jacques Bardoux.

³ Lire Bernard Leofrit, *Mes carnets secrets de la IV^e. L'aller et retour du Général, 22 août 1944-1^{er} juin 1958*, Paris, Seuil (L'épreuve des faits), 1996.

Pierre Barral¹, les ressorts de « la servitude volontaire » – pour remonter plus loin dans le temps, jusqu'à Étienne de La Boétie.

Le cas du CNIP envisagé à son apogée électoral a aussi l'intérêt de montrer le caractère sinon totalement précaire, du moins jamais absolu et définitif du rôle joué par les classes dirigeantes dans une société. Rien de naturel dans le pouvoir. Tout est au contraire construit, au prix d'efforts individuels et collectifs incessants, toujours renouvelés, toujours menacés. Ainsi, la belle mécanique partisane, bâtie par Roger Duchet depuis 1948 – multiplication des centres départementaux, grande influence dans les journaux, financements abondants, larges alliances électorales – et emmenée par Antoine Pinay, seul homme politique dont la popularité pouvait alors rivaliser avec celle de Charles de Gaulle, s'enraya en novembre 1958. Le demi-échec subi face à la jeune Union pour la nouvelle République (UNR) souligne bien la nature aléatoire de l'exercice du pouvoir, fait d'intuitions et d'anticipations plus ou moins lucides, de rivalités et de compromis, de crises et d'échecs surmontés ou non. Autrement dit, l'exercice du pouvoir comme obligation de réinventer perpétuellement ce qui donne la capacité de diriger une société tout sauf amorphe, homogène et sans histoire.

Conclusion

Qu'est-ce qui définit le mieux le travail des historiens du politique ? Je propose de répondre : la tension, permanente et fructueuse, entre deux activités radicalement différentes. D'une part, construire des outils de mesure très fiables de phénomènes peu spectaculaires mais d'une grande complexité, comme la définition des étiquettes partisans, le nombre de suffrages des partis, les caractéristiques précises des élus et des électors, les alliances et les reports de voix, *etc.* ; autant de choses souvent fastidieuses à établir avec certitude – et qui, n'hésitons pas à le dire, n'intéressent pas grand monde – mais absolument indispensables. D'autre part, élaborer des interprétations qui incorporent pleinement les connaissances fournies par tous les « secteurs » d'une l'histoire trop souvent compartimentée dans la pratique quotidienne des historiens : histoires du genre, du travail, des entreprises, de la richesse, des medias, de la diplomatie, *etc.*

¹ *Les Agrariens français, de Méline à Pisani*, Paris, Armand Colin (Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques, n° 164), 1968.

J'espère avoir démontré qu'il y a finalement bien moins de distance qu'on pourrait *a priori* le croire entre l'étude de la sociologie du groupe IPAS en 1958 et l'histoire globale de la France au tournant de la IV^e et de la V^e Républiques.

Document 1
Professions déclarées par les candidats CNIP

	Titulaires	Suppléants	Total
1 – Classes dirigeantes	78	42	120
* milieux d'affaires et chefs d'entreprise(s) (industriel, négociant, directeur de société(s) ou d'entreprise(s), administrateur de biens, courtier en valeurs mobilières, gérant d'entreprise, agent de change, agent général d'assurances, minotier, directeur de coopérative agricole, dirigeant de syndicat professionnel, « sans profession », « employé de banque »)	66	39	105
* hauts fonctionnaires, officiers généraux, magistrats	12	3	15
2 – Classes moyennes supérieures	103	87	190
* professions libérales et officiers ministériels (avocat, notaire, avoué, huissier, conseiller juridique et fiscal, expert foncier, médecin, vétérinaire, chirurgien, pharmacien, architecte,)	73	62	135
*publicistes et journalistes	5	2	7
*cadres du secteur privé (ingénieur, directeur commercial ou administratif, directeur d'école privée, inspecteur de l'enseignement privé)	18	8	26
*cadres de la fonction publique (officier ; professeur du secondaire ou du supérieur, chef de gare, inspecteur des postes, percepteur, chef de service, greffier de paix)	6	15	21
* chanoine	1	0	1
3 – Classes moyennes salariées urbaines	4	9	13
(employé, secrétaire, instituteur, chef-comptable, comptable, technicien, dessinateur)			
4 – Propriétaires indépendants, petits et moyens	58	107	165
*paysans (agriculteur, propriétaire agricole, viticulteur, éleveur, exploitant agricole, exploitant forestier, cultivateur)	41	85	126
*artisans (artisan, boulanger, moniteur auto-école, garagiste)	7	8	15
*commerçants (commerçant, boucher, marchand de bestiaux, hôtelier)	9	9	18
*représentants de commerce	1	5	6
5 - Ouvriers	1	1	2
Total	244	246	490

Document 2
Caractéristiques des électeurs

	PCF %	SFIO %	MRP %	UNR %	CNIP %	Ensemble de l'échantillon
Hommes	51	55	32	45	40	47
Femmes	49	45	68	55	60	53
21-29 ans	23	11	21	12	10	13
30-44 ans	17	31	18	37	21	29
45-55 ans	20	24	32	17	28	22
55-64 ans	17	17	14	14	13	17
> 65 ans	23	17	15	20	28	19
Communes < 2 000 habitants	51	26	36	36	41	38
Entre 2 000 et 5 000	6	7	28	12	2	13
Entre 5 000 et 20 000	26	22	11	17	7	17
Entre 20 000 et 100 000	14	28	18	13	29	15
> 100 000	3	17	7	22	21	17
Pas d'études	3	1	6	3	3	3
Études primaires	83	71	61	68	74	71
Études primaires supérieures	5	20	21	13	9	14
Études secondaires	9	7	14	11	9	9
Études supérieures	-	-	-	5	5	3
Agriculteurs propriétaires	-	4	7	5	14	8
Salariés agricoles	6	-	4	1	1	2
Professions libérales et cadres	6	3	7	7	12	7
Commerçants et artisans	8	4	-	17	14	15
Employés et fonctionnaires	20	29	36	20	17	19
Ouvriers	43	35	25	30	28	29
Rentiers et retraités	17	25	21	20	14	20